

I. Des faits permanents dérivent les lois qui régissent la politique, parce qu'ils constituent les conditions d'existence des peuples ; et chaque évolution de la politique intérieure des États a ses faits permanents propres qui la distinguent de l'évolution qui la précède comme de celle qui la suit.

Il en est de même de la politique étrangère, mais le sujet étant beaucoup plus vaste, les faits permanents y sont infiniment plus difficiles à saisir.

Un homme, diplomate de génie, en a signalé, bien avant nous, la vérité et la force.

Le 1<sup>er</sup> février 1795, Talleyrand écrit de Philadelphie à son ami lord Lansdowne, à propos des relations entre les États-Unis et l'Angleterre : « Si je saisis bien ces questions et que j'en obtienne la réponse dans toute leur étendue, je serai autorisé à porter mes vues au delà du moment présent, et à former de plausibles conjectures sur la durée ou le changement des rapports actuels. Peut-être même l'avenir n'est-il pas si difficile à bien prévoir que l'instant présent n'est difficile à bien connaître ; car c'est un moment bien embarrassant pour observer que celui où les passions, partout poussées jusqu'à l'extrême, ne laissent ni aux hommes ni aux choses leur caractère naturel. Quelle attention ne faut-il pas pour démêler les ressorts de ces passions différemment agissantes, distinguer, séparer les effets qui appartiennent à des causes diverses et, dans leur contradictions apparentes, saisir ce qui est occasionnel et passager, pour ne pas le confondre avec ce qui est permanent et indépendant de la mobilité des circonstances ? Dans de tels moments, il n'y a point de différence entre un jugement léger et un jugement faux : l'erreur est à la surface, il faut approfondir pour trouver la vérité (1).

Nous citons le passage en entier à cause de son importance,

(1) G. PALLAIN, *La Mission de Talleyrand à Londres*, p. 475.

il nous révèle le secret du génie de Talleyrand, la règle de la méthode qu'il a suivie dans l'observation des hommes et des événements : il faut distinguer, séparer les effets qui appartiennent à des causes diverses, ... saisir ce qui est occasionnel et passer pour ne pas le confondre avec ce qui est permanent, indépendamment de la mobilité des circonstances.

C'est-à-dire, il faut, pour découvrir la vérité en politique comme en histoire, distinguer les faits accidentels, toujours mobiles et changeants, de leurs causes profondes, toujours permanentes. Règle si juste que Talleyrand, après l'avoir exposée, en fait l'application et trace à lord Lansdowne un tableau tellement exact des États-Unis, à peine sortis de leur révolution, et de la reprise de leurs relations avec l'Angleterre, que sa lettre, après un siècle, est encore vraie par la justesse des vues comme par la précision des conseils. Il examine les mœurs, les coutumes, les lois et les institutions, les goûts journaliers, et découvre, jusque dans les nécessités industrielles et commerciales et dans les phénomènes du crédit et du change, que l'Angleterre retirera plus d'avantages de sa grande colonie révoltée que de son ancienne domination.

La découverte des faits permanents dans les rapports des États, fut le secret du génie diplomatique de Talleyrand.

II. Dès sa première mission à Londres, dont il fit un chef-d'œuvre d'art et de science diplomatiques, il se révèle à nous dans toute la puissance de son génie. Il faut que la France libre recherche l'alliance de l'Angleterre libre, et, pour l'acquérir, elle doit la mériter en se donnant une flotte par laquelle elle puisse se faire respecter ; il faut qu'elle s'ouvre avec l'Angleterre le monde des colonies espagnoles et maintienne solidement les bases de sa constitution nouvelle, afin de laisser à l'Europe le temps de prendre confiance dans le régime nouveau. Ni Louis XVI ni ses ministres ne comprirent ces vues ; Talleyrand obtint tout ce qu'il pouvait obtenir : la neutralité de l'Angleterre.

Dans la préface du *Ministère de Talleyrand sous le Directoire*, M. Pallain écrit avec une justesse parfaite : « Dès 1792, son programme était complet ; il l'expose dans son *Mémoire sur les rapports actuels de la France avec les autres États de l'Europe* ; il le rappelle dans ses nombreuses négociations, dans ses nombreux rapports au Directoire, toujours présentés, toujours défendus, le plus souvent sans succès, par lui-même ainsi que l'attestent les procès-verbaux du Directoire... C'est lui qui demanda

la libre navigation du Rhin ; c'est lui qui sollicitera l'occupation de Malte et l'expédition d'Égypte, et, n'ayant pu conclure la paix avec l'Angleterre, c'est lui qui voudra faire de la Méditerranée un lac français. N'est-ce pas lui qui, devinant les destinées de l'Afrique, introduira dans le traité d'Amiens une disposition qui réserve l'accès de la côte africaine au pavillon national ?

« C'est que Talleyrand, comme Mirabeau, avait compris la transformation profonde que l'abolition des privilèges et l'avènement de la souveraineté nationale allaient imposer à la France. Il avait compris le développement économique, industriel et commercial que les temps nouveaux devaient voir ; il avait compris le mouvement extraordinaire et prodigieux d'activité que la disparition des entraves intérieures, la destruction des privilèges et des corporations, l'affranchissement du travail, en un mot, allaient imprimer à la France de 1789 (1) ».

Ne pouvant triompher des oppositions du Directoire, ni des résistances de l'Espagne et de la Hollande, Talleyrand échoue dans les négociations de Lille, pendant que Bonaparte mène à sa manière celles de Léoben et de Campo-Formio. Le congrès de Rastadt se réunit, le grand diplomate reprend son œuvre. Cette fois, c'est l'Empire et les petits États d'Allemagne, et toujours le Directoire, qui lui résistent. Tout à coup, il abandonne les négociations et se tourne vers Berlin, voyant que la Prusse seule lui offrira le soutien qui, de toutes parts, lui fait défaut ; mais de ce côté, ne pouvant pas plus faire de Sieyès un diplomate que du roi de Prusse un homme d'État, il échoue encore, prédit la triste fin du congrès de Rastadt et prévoit la nouvelle coalition.

Quel fut son véritable rôle à l'époque brillante du Consulat, quel fut la part qu'il prit dans le rétablissement de la paix entre l'Église et l'État, quel fut son but dans les négociations d'Amiens, quels furent ses efforts dans la reconstitution de notre personnel diplomatique, ses vues dans l'affermissement du crédit public ? Les recherches infatigables de M. Pallain, la publication de l'histoire du Concordat, par M. Boulay de la Meurthe, nous le révéleront. Déjà les documents publiés par M. Bertrand nous font entrevoir en Talleyrand le véritable fondateur de la Banque de France.

L'Empire s'élève, et bientôt Napoléon, à son tour, comme l'avaient fait le Directoire et ses commissaires, comme l'avaient

(1) G. PALLAIN, *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire*, Introduction, p. XXXVII.

fait Louis XVI et ses ministres, échappe à Talleyrand. Il supplie l'empereur de ne pas aller en Espagne, le conjure de ne pas rechercher l'alliance de la Russie, mais celle de l'Autriche. Sa voix demeure sans écho. Il s'éloigne de Napoléon, comme il s'était éloigné du Directoire, comme il s'était éloigné de Louis XVI. Ce ne fut pas lui qui abandonna les gouvernements ; ce furent les gouvernements qui l'abandonnèrent, pour marcher, chacun à son tour, vers la ruine, la ruine fatale, que Talleyrand avait prévue.

En 1815, il se retrouve seul en face d'une Europe victorieuse, désorientée par la chute du colosse qu'elle vient de renverser, et il s'élève, avec un tact incomparable, à cette situation unique dans l'histoire, signalée par M. de Broglie, d'un diplomate qui, sans armée victorieuse, sans autorité traditionnelle souveraine, domine tout un monde de ministres, d'ambassadeurs, de rois et d'empereurs hostiles, par cela même que seul il comprend les causes profondes qui ont bouleversé l'Europe et, d'un mot, sait indiquer la solution des difficultés dans lesquelles on se débat (1).

La Restauration le néglige à son tour, dédaigne les conseils et les discours du pair de France, s'engage dans une voie contraire à celle qu'il indique, pour tomber comme l'Empire, comme la République, comme la royauté. Talleyrand reprend son travail de Sisyphe, sauve une fois encore l'Europe d'une guerre générale, affermit la France dans une révolution nouvelle, lui concilie l'Angleterre, et signale aux gouvernements, — avec cette même clairvoyance lumineuse dont il fit preuve, au début de sa carrière diplomatique, en jugeant l'Amérique, — les causes profondes des troubles périodiques, le fait permanent de l'évolution de la société moderne : l'avènement des classes populaires, d'où la nécessité pour les États, afin de maintenir la paix entre eux, de respecter le principe de non-intervention.

M. le duc de Broglie estime qu'il y a contradiction entre le Talleyrand de 1815, parlant au nom du principe de légitimité, et le Talleyrand de 1830, faisant valoir le respect dû au vœu national. Cette contradiction, nous ne la voyons pas. C'est toujours le même Talleyrand s'efforçant de distinguer ce qui est accidentel, passager, dans l'histoire, de ce qui est permanent. Il n'y a de permanent pour lui que la France et l'Europe, tout le reste n'est qu'« occasionnel », passe et change, victoires et défaites, gouvernements et ministres, constitutions et doctrines ; il n'y a de stable, de conforme à la prospérité générale que les me-

(1) *Mémoires de Talleyrand*. Introduction.

sures en rapport avec les causes permanentes, profondes, qui règlent la vie des peuples ; les comprendre, c'est gouverner ; les méconnaître, c'est se perdre dans les inquiétudes et les misères des gouvernements incapables ou aveuglés. S'il domina l'Europe en 1830, comme en 1815, c'est que les circonstances furent telles à ces deux époques qu'il put faire comprendre aux souverains et aux ministres que ces circonstances il était le seul qui les comprit ; et, après un demi-siècle de lutte avec ces gouvernements et ces souverains que les événements mobiles lui imposaient, il imposera sa politique aux événements.

Mais lui-même resta aussi peu compris par ses compatriotes qu'il l'avait été par les gouvernements.

Le délégué du clergé, l'abbé frivole et dissipé, l'évêque constitutionnel conservant les premières dignités d'une église en révolte, devient pour les bons catholiques le prêtre apostat, renégat, anathème et relaps ; le descendant de l'une des familles les plus illustres du royaume, transformé en ami des conventionnels, en complice du meurtre royal, en ministre de la République, apparaît, aux yeux de toute la noblesse émigrée et qui rentre avec les Bourbons, comme le traître maudit d'une cause sacrée, oublieux de ses premiers devoirs ; et l'homme qui, après avoir servi tous les gouvernements, trahi toutes les causes, dédaigné tous les principes, surgit, après une révolution nouvelle, brillant de l'éclat des mêmes honneurs et dignités dont il avait été revêtu autrefois, prince, duc et pair, devient le sujet d'horreur de tous les hommes à doctrine sévère, de tous les politiques à conduite sans reproche ; enfin le ci-devant évêque et aristocrate, l'ambassadeur vendu à l'étranger, le ministre prévaricateur, le faux citoyen, voué au mépris dans les feuilles publiques, de qui les mots courent les rues et les ruelles, apparaît aux masses comme l'épicurien sans vergogne, le cynique éhonté, grand et fort seulement par son scepticisme sans principes et ses mensonges impudents.

III. Où Talleyrand, l'homme de France qui connaissait le mieux l'Europe et les cours étrangères, avait-il puisé cette science et cette expérience également surprenantes ? Si le génie ne peut ni s'enseigner, ni s'apprendre, il n'en est pas de même de l'expérience et de la science. Or, jusqu'à la mission de Londres, Talleyrand n'avait visité aucune des cours, ni voyagé dans aucun des pays de l'Europe.

« J'arrivai à l'âge de quatre ans chez ma bis-aïeule, » nous

raconte-t-il dans la partie authentique des mémoires, « Marie-Françoise de Rochechouard, fille de Louis de Rochechouard, duc de Mortemart, mariée en premières noces à Michel Chamillard, marquis de Cassy, et qui épousa en secondes noces Louis-Charles de Talleyrand, prince de Chalais, grand d'Espagne, » ajoute une note de M. de Broglie. Talleyrand peint lui-même le ravissant tableau de la petite cour de la princesse, qu'il appelait sa grand'mère, et de ses occupations de charité et de dévouement le dimanche. Mais ce qu'il ne nous dit point, c'est la vie de tous les jours, les conversations de la bisaïeule et de son entourage parlant, comme c'est d'usage aujourd'hui encore parmi la noblesse de nos châteaux, des traditions de la famille, des distinctions et charges des parents et ancêtres, les Rochechouard, les Mortemart, les Périgord et les Chamillard, de leurs unions, honneurs et distinctions, de leurs séjours à la cour du roi et aux cours étrangères.

Les premiers objets qui frappent les yeux et le cœur de l'enfance, remarque Talleyrand, déterminent souvent ses dispositions et donnent au caractère des penchants que nous suivons dans le cours de notre vie.

Il revient à Paris, entre au collège d'Harcourt à huit ans, et à quinze ans au séminaire de Saint-Sulpice.

J'y passais mes journées dans la bibliothèque à lire — *non pas les Écritures, les Casuistes, Saint Thomas et Saint Augustin, mais* — les grands historiens, les vies particulières des hommes d'État, les moralistes, quelques poètes. Je dévorais les voyages... Ma troisième et véritablement utile éducation date de ce temps.

En sortant du séminaire, il possédait moins la théologie que l'instruction utile à faire un diplomate. Son éducation première d'abord, son génie ensuite, décidèrent de sa destinée.

Quel fut le second fait dominant de la vie de Talleyrand ? Il nous le montre encore dans une page bien vivante : « Tombé, comme enfant, de dessus d'une commode, je suis resté boiteux... Cet accident a influé sur tout le reste de ma vie ; c'est lui qui, ayant persuadé à mes parents que je ne pouvais être militaire, ou du moins l'être sans désavantage, les a portés à me diriger vers une autre profession. Cela leur parut plus favorable à l'avancement de la *famille*. Car dans les grandes maisons, c'était la *famille* que l'on aimait bien plus que les individus, que l'on ne connaissait pas encore. Je n'aime point à m'arrêter à cette idée... je la quitte ! »

Mais elle ne le quitta jamais ; il y revient à plusieurs repri-

ses ; c'est à elle que nous devons l'abbé libre-penseur, le futur évêque constitutionnel, formé à la fois par les traditions magnifiques et les abus douloureux qui constituaient les grandes familles de l'ancien régime.

Nobles traditions et cruels abus, cette double charge comment la porte-t-il ? Lui, l'enfant abandonné, abandonné malade, « n'ayant jamais eu, une semaine de sa vie, la douceur de se trouver sous le toit paternel », il écrit ces lignes d'une générosité sublime : « J'ai compris, depuis, que mes parents se défiaient de leur courage pour l'exécution de leur projet de me conduire à un état pour lequel je ne montrais aucune disposition, s'ils me voyaient trop souvent. Cette crainte est une preuve de leur tendresse dont je me plais à leur savoir gré. »

A Paris, le jeune abbé, plus savant en science des cours, de la constitution des États et des pays étrangers qu'en théologie, fréquente les philosophes, se fait l'ami des libres-penseurs, et mène la vie du siècle, ni meilleure ni pire, peut-être même meilleure que celle de tout autre abbé malgré lui, de noble famille et de grande ambition.

Ici le fait permanent qui domine toute sa vie intellectuelle réapparaît. Comment conçoit-il les abstractions des philosophes, les doctrines négatives des libres-penseurs ? Selon les impressions premières de son enfance, d'une façon toujours concrète et pratique : réforme des institutions selon la constitution anglaise, abolition des abus et des privilèges, régularisation du rôle du clergé, liberté du commerce et du travail, uniformité des poids et mesures ; et, parmi toutes les théories, c'est à la doctrine des économistes qu'il s'attache. Fait capital, car il nous livre le secret, non seulement de son génie, mais encore du caractère et des saillies de son esprit devenues célèbres. Lorsque nous rappelons de nos jours les mots du grand diplomate, tels que celui-ci à ses agents : « Pas de zèle, surtout pas de zèle, messieurs » ; ou cet autre : La parole est donnée à l'homme pour cacher sa pensée » ; nous les entendons dans leur sens général, comme nous le ferions d'un aphorisme de La Rochefoucauld ou d'une pensée de Pascal. Jamais Talleyrand ne les a conçus de la sorte. C'est toujours à une circonstance et à une personne déterminées que tel ou tel mot s'adresse. Prenons pour exemple ceux que nous venons de citer. On ne peut les comprendre qu'après avoir lu les rapports de Sandez-Rollin, ses plaintes continuelles sur l'esprit de propagande et de domination, sur les imprudences et les maladroites des agents du Di-

rectoire, compromettant les intérêts du pays, tantôt par les excès de leurs prétentions, tantôt par la naïveté de leur silence.

Au cours de la conversation, Talleyrand raconte d'une manière exquise, à cause de la plasticité de sa pensée ; mais il n'est pas un causeur brillant. De même il parle avec aisance à la tribune sans être un grand orateur. Il prépare ses discours et ses dépêches avec soin ; il prépare au besoin ses mots ; en se recueillant, en pénétrant les raisons profondes des caractères et des situations qu'il veut définir. Il se passionne pour les aperçus d'ensemble, et fait ces admirables rapports sur la situation de la France et l'état général de l'Europe, de la même manière que, traçant un portrait, il fait saillir les traits principaux d'un caractère, ou d'un mot, frappé à l'emporte-pièce, marque un homme ou une difficulté.

Voyez-le à Erfurt, en présence de Napoléon. Les deux hommes conçoivent l'objet de la célèbre entrevue, les intérêts et les ambitions en jeu et leurs conséquences, d'une manière également concrète et vivante ; mais ils l'envisagent en partant de données premières différentes, et, doués d'une puissance intellectuelle égale peut-être, ne se comprennent plus réciproquement. Le diplomate, homme de vieille noblesse, représente les traditions diplomatiques de l'ancienne France ; l'empereur, nature primitive, qu'aucune civilisation n'avait atteint avant qu'il se fût assimilé à la France de la Révolution, ne connaît que cette France nouvelle ; le premier rêve son pays prospère au milieu d'une Europe confiante, le second veut une France puissante au sein d'une Europe soumise. Napoléon, violent, simple et absolu, organise la victoire, grâce à la supériorité de son génie, comme il a réorganisé la France, et il prétend organiser de même la paix en Europe. La mise en œuvre est minutieusement préparée : Le génie français se révélera dans toute sa gloire, on initiera l'Allemagne à ses chefs-d'œuvre ; les princes, les rois accourront ; Goethe, Wieland, Müller, parleront du grand événement ; la France sera reconnue souveraine de l'Europe occidentale, et, avec l'amitié de la Russie, on écrasera l'Angleterre jusque dans les Indes. Nous traitons aujourd'hui ces grands projets de rêves et chimères : c'était simplement l'organisation définitive de la paix du monde telle que Napoléon pouvait la concevoir et telle qu'il ne pouvait la concevoir autrement. Talleyrand, au contraire, prudent, réservé, réfléchi, voit l'Allemagne frémissante, l'Autriche méfiante, l'Espagne en révolte, l'Italie incertaine, la Belgique et la Hollande mécontentes, l'Angleterre toujours hostile,



et conseille, pour consolider le nouvel empire, l'alliance, non pas avec la Russie, « puissance envahissante », mais avec l'Autriche, « puissance conservatrice ». Leur façon de penser à tous deux est trop différente, et ils resteront, jusqu'à la fin de leur carrière, opposés l'un à l'autre. Napoléon, le héros de la France nouvelle, sera écrasé par la vieille Europe qu'il méconnaît, et Talleyrand sera vilipendé, calomnié par cette France nouvelle à laquelle il n'a pas su s'identifier. Et, tandis que le César moderne continuera jusqu'à sa mort à dicter ces vastes plans qu'il ne peut plus réaliser, le grand seigneur d'ancien régime écrira ses *Mémoires* pour se justifier et mourra sans y réussir.

IV. Talleyrand, conservant la fière devise de ses ancêtres : « Roy que Dieu », qui sert tous les gouvernements, qui accepte de Napoléon la principauté de Bénévent, du roi de Naples le duché de Dino, et de qui M. le duc de Broglie peut écrire : « Il y a dans sa vie privée des erreurs et des torts qu'on n'a pas le droit de justifier », ne nous en reste pas moins incompréhensible.

Sully et Colbert, qui jouissent d'un renom d'honnêteté bien établi, ont fait fortune au sein du gouvernement qu'ils servaient. Sous l'ancien régime, la noblesse entière, dans l'exercice de ses fonctions, acceptait duchés, comtés, marquisats, sommes d'argent, aussi naturellement qu'au service de l'Église, bénéfices et évéchés ; c'était chose due à son rang, peu importait le donateur : pape, roi, souverain étranger. Tout comme la vénalité des places dans la magistrature, ce fut une des formes sociales et politiques de l'ancien régime, sans laquelle les grandes familles n'auraient pu faire honneur ni à leur charge ni à leur nom. Mais il n'entra pas dans l'esprit de cette même noblesse qu'elle pût, pour une distinction ou une somme quelconques, vendre l'intérêt du pays, semblable à la magistrature de l'époque, qui, après avoir acheté ses charges, acceptait cadeaux et rémunérations, mais ne songeait aucunement à vendre la justice à ce prix. Telle fut notre ancienne noblesse de robe et d'épée, tel fut Talleyrand. Il entra au service de son pays en y apportant ces traditions ; mais si nous l'admirons dans ses ambassades, ses ministères, aux congrès, où il ne triomphe et ne sauve le pays que par la puissance de ces traditions, c'est sottise à nous de vouloir l'en séparer lorsqu'il s'agit de lui-même.

Talleyrand naquit une année avant la mort de Montesquieu ; mais élevé par sa bisaïeule, au sein de la petite cour provinciale qui entourait la noble dame, tout imprégnée, comme il le dit,

de l'esprit des vieux Mortemart, il tient, bien plus que le fameux jurisconsulte, des hommes et de l'esprit du XVII<sup>e</sup> siècle. Jamais il n'entrera dans sa pensée de confondre les effets avec les causes, de mêler les climats et les mœurs, d'expliquer les institutions des peuples par de simples qualités individuelles, telles que l'honneur et la vertu, afin de se donner l'apparence d'une profondeur systématique, de transformer des faits particuliers en principes généraux afin de donner à son style un tour imprévu et piquant. Il lui est aussi facile de dessiner en quelques traits la situation générale de l'Europe, qu'à Descartes de résumer en un principe unique toute la science de l'époque, ou à Pascal de condenser en une seule phrase toutes les faiblesses et grandeurs humaines. Il parle la même langue que ses devanciers — sauf quelques expressions particulières à son temps — langue simple, puissante, limpide, toujours saine, rude quelquefois dans sa vigueur ; nulle affectation, nul raffinement ; chaque mot exprime une pensée, et chaque pensée répond à une donnée concrète, vue sous toutes ses faces.

Il en fut de même de son caractère. Il connut toutes les énergies des hommes du XVII<sup>e</sup> siècle ; mais il connut aussi leurs défaillances. Il fait penser au grand Condé combattant l'armée de son roi avec l'argent de l'Espagne ; à Bossuet, de qui la grandeur d'âme se double de vanités puériles ; à Pascal, le plus admirable penseur peut-être que le monde ait connu, et qui fut en même temps un mystique faible et timoré ; au tendre et charmant Racine, d'autre part si méchant et si passionné ; à toute la cour de Versailles, que l'affaire des poisons révèle sous un jour si étrange, où les figures les plus touchantes et les plus gracieuses prennent tout à coup une expression de violence et d'idolâtrie sauvages ; au grand roi enfin, qui a incarné toute son époque, et que nous voyons d'une main couronner les sœurs de charité, de l'autre ordonner les dragonnades et les dévastations du Palatinat. Nous avons évidemment perdu l'échelle nécessaire pour mesurer les hommes et les caractères de notre grand siècle. Voltaire déjà ne comprend plus rien à leur nature et ne s'en tient qu'au dehors, aux traits apparents qui font dire à Talleyrand : « Il n'y a point de différence entre un jugement léger et un jugement faux : l'erreur est à la surface, il faut approfondir pour trouver la vérité. »

Que si donc, suivant les règles de la méthode, tracées par Talleyrand lui-même, nous voulons reproduire les traits essentiels des générations qui ont fait notre époque de splendeur, nous ne

pouvons y arriver qu'en nous pénétrant de leur énergie étrange et de l'étendue extrême de leurs passions et de leur volonté allant du bien au mal. Ils étaient d'une autre taille que la nôtre ; leurs actes dont parle l'histoire, comme les œuvres qu'ils nous ont laissées, témoignent d'un esprit dont les dimensions dépassent le nôtre dans tous les sens. Or Talleyrand, vivant jusqu'au milieu de notre siècle, a trempé son caractère comme son génie dans les eaux vives du XVII<sup>e</sup>. Tel il nous devient explicable, et jusque dans ses faiblesses dont il nous livre encore le secret dans ces lignes : « Les souvenirs, les impressions de ce que je voyais dans les premiers temps de ma vie sont pour moi d'une douceur extrême. Votre nom, me répétait-on chaque jour, a été en vénération dans notre pays... C'est de votre grand-père que nous tenons ce terrain,... c'est lui qui a fait bâtir notre église ; ... la croix de ma mère lui a été donnée par Madame... les bons arbres ne dégèrent pas ! vous serez bon aussi, n'est-ce pas ? »

Il fut bon, bon pour les autres, bon aussi pour lui-même ; mais bonté pour soi devient faiblesse. Quand on veut juger Talleyrand, il faut, même pour ses actes en apparence les plus condamnables, comme lorsqu'il s'agit des saillies de son esprit, des portraits qu'il a tracés, des conseils, vues et prévisions diplomatiques qu'il a répandus autour de lui, l'étudier au milieu de toutes les circonstances qui l'ont entouré et pénétrer le but qu'il poursuivait ; ainsi l'on découvrira les faits permanents de son caractère et de son génie, on apercevra l'homme qu'il a été en réalité, et l'on comprendra avec quelle légitime fierté il pouvait écrire avant de mourir : « Jamais je n'ai mis les intérêts d'aucun parti, ni les miens, ni ceux des miens, en balance avec les vrais intérêts de la France, qui d'ailleurs ne sont, dans mon opinion, jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe. »

Malheureusement, nous sommes ainsi faits : nous pardonnons à Mirabeau ses défaillances, nous lui pardonnons même ses infamies et ses crimes, parce que nous comprenons son génie ; nous ne pardonnons pas à Talleyrand la moindre faiblesse parce que nous ne comprenons pas le sien. En vain a-t-il rendu à la patrie des services inappréciables dans les circonstances les plus douloureuses et les plus difficiles, justice lui est refusée ; en vain écrit-il ces *Mémoires* pour éclairer la postérité, ces *Mémoires* sont mutilés par ceux mêmes qui avaient la défense de sa gloire le plus à cœur. L'on divinise un Voltaire, l'on exalte un Mirabeau, l'on élève aux cieux un Napoléon ; que si l'on juge cependant la puissance intellectuelle d'un homme par le nombre de

données concrètes que son esprit est capable de concevoir en une seule pensée, c'est Talleyrand que nous devons placer au premier rang. Son esprit fut si clairvoyant que jusqu'au delà de la tombe il semble avoir prévu le sort de ces *Mémoires* : « Dût la justice m'être refusée, sentir qu'elle m'est due suffira pour assurer le calme de mes derniers jours ».

Le plus grand diplomate de notre siècle a été, sans conteste, Talleyrand : efforçons-nous donc, autant qu'il est en notre pouvoir, d'appliquer sa façon de concevoir la politique étrangère à la situation internationale actuelle, « en saisissant ce qui est » occasionnel et passager, pour ne pas le confondre avec ce » qui est permanent, indépendant de la mobilité des circonstances ».

## SITUATION GÉNÉRALE DES GRANDES PUISSANCES

I. Il y a deux sortes de revanches.

L'une irréfléchie passionnée, qui s'acharne après les pertes subies comme un joueur court après son argent, toujours prêt à remettre à un dernier coup du sort ce qui lui reste de fortune et d'avoir.

L'autre avisée, prudente, décidée à ne rien laisser au hasard, que la partie se passe sur le tapis vert des cabinets ou sur le champ de bataille.

Pour s'assurer la possession pacifique de ses nouvelles frontières, l'Allemagne fit d'abord alliance avec l'Autriche et la Russie.

Pour détourner en même temps notre attention de nos provinces perdues, le nouvel empire nous encouragea aux entreprises lointaines.

C'était un système complet de politique. Il s'écroula avec le traité de Berlin, qui semblait en être le couronnement.

Depuis, les efforts de la diplomatie allemande tendirent à profiter de l'état de la presqu'île des Balkans pour opposer, à l'Est, l'Autriche à la Russie ; à se servir de la situation de l'Égypte pour entretenir les méfiances entre les deux grandes rivales de l'Ouest, et à maintenir, au Sud, l'Italie dans l'obédience, en lui faisant redouter, selon les circonstances, ou l'ascendant du Pape, ou les ambitions de la France.

Ce n'était plus que de la diplomatie d'expédients.

Si les grandes puissances possédaient des hommes d'État éminents, elles s'entendraient directement ; l'Autriche et la Russie régleraient, suivant leurs intérêts, la question des Balkans, la France et l'Angleterre décideraient de concert du sort de l'Égypte, et l'Italie reviendrait à la France pour parvenir, sans déception, à réaliser du moins une partie de ses aspirations.

Sous bien des rapports, la situation extérieure ressemble à